

# Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : L'Île-Perrot \_\_\_\_\_

Code géographique : 71060 \_\_\_\_\_

Type d'organisme municipal : Municipalité locale \_\_\_\_\_

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

## **Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017**

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Danielle Rioux, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de L'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016

(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de L'Île-Perrot pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,

(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-20.

(Date)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_

Date

2017-03-30

## **Section I - États financiers consolidés**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
<b>Renseignements complémentaires consolidés</b>	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de L'Île-Perrot et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de L'Île-Perrot et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de L'Île-Perrot inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA permis de comptabilité publique no. A 107797

DATE 2017-03-30

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_



**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016			Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés		
<b>Revenus</b>								
<b>Fonctionnement</b>								
1 Taxes	13 695 701	14 182 195	14 142 894				14 142 894	
2 Compensations tenant lieu de taxes	237 866	245 937	194 433				194 433	
3 Quotes-parts						410 999		
4 Transferts	226 820	209 163	222 352				476 840	
5 Services rendus	1 024 186	1 037 998	1 108 340			203 957	1 312 297	
6 Imposition de droits	943 704	604 150	719 242				719 242	
7 Amendes et pénalités	110 787	120 600	89 411				89 411	
8 Revenus de placements de portefeuille								
9 Autres revenus d'intérêts	152 276	155 000	180 777			1 264	182 041	
10 Autres revenus	3 845	226 000	341 661			13 905	355 566	
11 Effet net des opérations de restructuration								
12	16 395 185	16 781 043	16 999 110			884 613	17 472 724	
<b>Investissement</b>								
13 Taxes								
14 Quotes-parts								
15 Transferts		1 290 000	10 000			23 637	33 637	
16 Autres revenus								
17 Contributions des promoteurs	2 246 335		57 405				57 405	
18 Autres	10 814							
19 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales								
20	2 257 149	1 290 000	67 405			23 637	91 042	
	18 652 334	18 071 043	17 066 515			908 250	17 563 766	
<b>Charges</b>								
21 Administration générale	1 949 477	2 169 005	2 283 212			202 574	2 485 786	
22 Sécurité publique	2 667 824	2 779 269	2 738 551			90 922	2 829 473	
23 Transport	2 178 235	2 578 667	2 237 198			866 362	3 341 958	
24 Hygiène du milieu	3 021 333	3 361 992	2 836 816			1 487 707	4 324 523	
25 Santé et bien-être	105 926	114 854	114 841				114 841	
26 Aménagement, urbanisme et développement	796 140	849 686	972 307			12 395	984 702	
27 Loisirs et culture	2 780 285	3 156 885	2 966 118			267 154	3 233 272	
28 Réseau d'électricité								
29 Frais de financement	486 740	550 044	440 613			1 341	441 954	
30 Effet net des opérations de restructuration								
31 Amortissement des immobilisations	2 607 476	2 567 224	2 710 149	(	2 710 149 )			
32	16 593 436	18 127 626	17 299 805			867 703	17 756 509	
33	2 058 898	(56 583)	(233 290)			40 547	(192 743)	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>								

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé 1
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	2 058 898	(56 583)	(233 290)	40 547	(192 743)	
Moins: revenus d'investissement	2	( 2 257 149 )	( 1 290 000 )	( 67 405 )	( 23 637 )	( 91 042 )	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(198 251)	(1 346 583)	(300 695)	16 910	(283 785)	
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
<b>Immobilisations</b>							
Amortissement	4	2 607 476	2 567 224	2 710 149	4 634	2 714 783	
Produit de cession	5	3 350		241 000		241 000	
(Gain) perte sur cession	6	(3 352)		(24 250)	9	(24 241)	
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	2 607 474	2 567 224	2 926 899	4 643	2 931 542	
<b>Propriétés destinées à la revente</b>							
Coût des propriétés vendues	9	8 855					
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11	8 855					
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats</b>							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14						
	15						
<b>Financement</b>							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	( 862 788 )	( 898 030 )	( 843 250 )	( )	( 843 250 )	
	18	(862 788)	(898 030)	(843 250)		(843 250)	
<b>Affectations</b>							
Activités d'investissement	19	( 68 304 )	( )	( 235 605 )	( 104 )	( 235 501 )	
Excédent (déficit) accumulé	20						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	110 289	56 288	494 354	(4 241)	490 113	
Excédent de fonctionnement affecté	22	431 779		64 233		64 233	
Réserves financières et fonds réservés	23	(522 226)	(377 309)	(938 913)	211 641	(727 272)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	24	(16 589)	(1 590)	(1 587)		(1 587)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	25						
	26	(65 051)	(322 611)	(617 518)	207 504	(410 014)	
	27	1 688 490	1 346 583	1 466 131	212 147	1 678 278	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>		1 490 239	1 165 436	229 057		1 394 493	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	2 257 149	1 290 000	67 405	23 637	91 042	
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
<b>Immobilisations</b>							
Acquisition							
Administration générale	2	( 14 431 )	( 26 272 )	( 78 661 )	( )	( 78 661 )	
Sécurité publique	3	( 16 291 )	( )	( 82 831 )	( )	( 82 831 )	
Transport	4	( 1 833 678 )	( 330 539 )	( 483 795 )	( 23 533 )	( 507 328 )	
Hygiène du milieu	5	( 1 265 386 )	( 2 756 803 )	( 327 339 )	( )	( 327 339 )	
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )	
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 40 999 )	( )	( 33 953 )	( )	( 33 953 )	
Loisirs et culture	8	( 187 741 )	( 751 799 )	( 213 338 )	( )	( 213 338 )	
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )	
	10	( 3 358 526 )	( 3 865 413 )	( 1 219 917 )	( 23 533 )	( 1 243 450 )	
<b>Propriétés destinées à la revente</b>							
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )	( )	
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenaires</b>							
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )	( )	
<b>Financement</b>							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	851 926	1 988 817	720 000		720 000	
<b>Affectations</b>							
Activités de fonctionnement	14	68 304		235 605	(104)	235 501	
Excédent accumulé	15	22 899		18 465		18 465	
Excédent de fonctionnement non affecté	16						
Excédent de fonctionnement affecté	17	560 783	586 596	401 424		401 424	
Réserves financières et fonds réservés	18	651 986	586 596	655 494	(104)	655 390	
	19	( 1 854 614 )	( 1 290 000 )	155 577	(23 637)	131 940	
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	402 535		222 982		222 982	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	2 058 898	(56 583)	(233 290)	40 547	(192 743)	
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	( 3 358 526 )	( 3 865 413 )	( 1 219 917 )	( 23 533 )	( 1 243 450 )	
Produit de cession	3	3 350		241 000		241 000	
Amortissement	4	2 607 476	2 567 224	2 710 149	4 634	2 714 783	
(Gain) perte sur cession	5	(3 352)		(24 250)	9	(24 241)	
Réduction de valeur / Reclassement	6						
	7	(751 052)	(1 298 189)	1 706 982	(18 890)	1 688 092	
Variation des propriétés destinées à la revente	8	8 855					
Variation des stocks de fournitures	9	(6 708)		(3 320)		(3 320)	
Variation des autres actifs non financiers	10	(3 493)		(11 583)	129	(11 454)	
	11	(1 346)		(14 903)	129	(14 774)	
	12	1 306 500	(1 354 772)	1 458 789	21 786	1 480 575	
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	13						
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	1 306 500	(1 354 772)	1 458 789	21 786	1 480 575	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice							
Solde déjà établi	15	(9 857 587)		(8 551 087)	357 670	(8 193 417)	
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16						
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17						
Solde redressé	18	(9 857 587)	(8 551 087)	(8 551 087)	357 670	(8 193 417)	
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19	(8 551 087)		(7 092 298)	379 456	(6 712 842)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2015		2016		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Encaisse	1	2 627 276	4 915 814	362 439	5 278 253
Débiteurs (note 5)	2	3 876 059	3 310 038	550 103	3 860 141
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	437 000	490 000		490 000
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	6 940 335	8 715 852	912 542	9 628 394
<b>PASSIFS</b>					
Découvert bancaire	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 524 885	2 204 215	533 086	2 737 301
Revenus reportés (note 12)	12	73 596	117 743		117 743
Dettes à long terme (note 13)	13	13 892 941	13 486 192		13 486 192
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	15 491 422	15 808 150	533 086	16 341 236
	16	(8 551 087)	(7 092 298)	379 456	(6 712 842)
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>					
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	17	63 856 773	62 149 791	41 600	62 191 391
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	528 677	528 677		528 677
Stocks de fournitures	19	110 371	113 691		113 691
Autres actifs non financiers (note 17)	20	3 718	15 301	184	15 485
	21	64 499 539	62 807 460	41 784	62 849 244
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	3 358 682	3 926 477		3 926 477
Excédent de fonctionnement affecté	23	85 732	106 321	379 640	485 961
Réserves financières et fonds réservés	24	408 329	949 788		949 788
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 6 348 )	( 4 761 )	( )	( 4 761 )
Financement des investissements en cours	26	(294 983)	(75 971)		(75 971)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	52 397 040	50 813 308	41 600	50 854 908
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	55 948 452	55 715 162	421 240	56 136 402

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Réalizations 2016		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 058 898	(233 290)	40 547	(192 743)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	2 607 476	2 710 149	4 634	2 714 783
Autres					
- Perte (Gain) sur disposition	3	(3 352)	(24 250)	9	(24 241)
-	4				
	5	4 663 022	2 452 609	45 190	2 497 799
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	44 036	566 021	(382 676)	183 345
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	96 036	679 330	371 239	1 050 569
Revenus reportés	9	47 073	44 147		44 147
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
Propriétés destinées à la revente	10	(116 000)	(53 000)		(53 000)
Stocks de fournitures	11	8 855			
Autres actifs non financiers	12	(6 708)	(3 320)		(3 320)
	13	(3 493)	(11 583)	129	(11 454)
	14	4 732 821	3 674 204	33 882	3 708 086
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15	( 3 358 526 )	( 1 219 917 )	( 23 533 )	( 1 243 450 )
Produit de cession	16	3 350	241 000		241 000
	17	(3 355 176)	(978 917)	(23 533)	(1 002 450)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18	( )	( )	( )	( )
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20	( )	( )	( )	( )
Cession	21				
	22				
<b>Activités de financement (note 23)</b>					
Émission de dettes à long terme	23	851 926	720 000		720 000
Remboursement de la dette à long terme	24	( 1 151 662 )	( 1 141 634 )	( )	( 1 141 634 )
Variation nette des emprunts temporaires					
à long terme	25				
Autres	26	(15 926)	14 885		14 885
-	27				
-	28				
	29	(315 662)	(406 749)		(406 749)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	1 061 983	2 288 538	10 349	2 298 887
Solde déjà établi	31	1 565 293	2 627 276	352 090	2 979 366
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32				
Solde redressé	33	1 565 293	2 627 276	352 090	2 979 366
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>					
	34	2 627 276	4 915 814	362 439	5 278 253

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015 Administration municipale	Budget 2016 Administration municipale	Réalizations 2016 Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Rémunération</b>	1 4 999 455	5 357 728	5 406 381	5 446 490
<b>Charges sociales</b>	2 1 374 319	1 713 994	1 395 270	1 403 890
<b>Biens et services</b>	3 5 794 900	6 299 684	5 842 687	6 354 855
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4 321 076	351 528	286 913	286 913
D'autres organismes municipaux	5 3 975	2 341	2 923	2 923
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6 64 689	64 175	60 986	60 986
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8 97 000	132 000	89 791	91 132
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9 1 151 545	1 397 644	1 225 387	814 388
Transferts	10			
Autres	11 118 538			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13 174 468	112 770	174 316	475 147
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14 2 607 476	2 567 224	2 710 149	2 714 783
<b>Autres</b>				
- Divers	15 4 533	10 000	105 002	105 002
-	16			
-	17			
<b>1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.</b>	18 16 593 436	18 127 626	17 299 805	17 756 509

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	14 182 195	14 142 894	13 695 701
Compensations tenant lieu de taxes	2	245 937	194 433	237 866
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 794 269	510 477	393 811
Services rendus	5	1 259 154	1 312 297	1 229 993
Imposition de droits	6	604 150	719 242	943 704
Amendes et pénalités	7	120 600	89 411	110 787
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	155 723	182 041	153 592
Autres revenus	10	226 000	412 971	2 274 795
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	18 588 028	17 563 766	19 040 249
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	2 368 962	2 485 786	2 151 596
Sécurité publique	15	2 868 309	2 829 473	2 758 133
Transport	16	3 722 824	3 341 958	3 217 745
Hygiène du milieu	17	4 783 904	4 324 523	4 451 604
Santé et bien-être	18	114 854	114 841	105 926
Aménagement, urbanisme et développement	19	860 879	984 702	807 333
Loisirs et culture	20	3 413 373	3 233 272	3 050 199
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	550 044	441 954	487 045
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	18 683 149	17 756 509	17 029 581
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	(95 121)	(192 743)	2 010 668
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		56 329 145	54 337 861
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27			(19 384)
Solde redressé	28		56 329 145	54 318 477
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		56 136 402	56 329 145

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget	Réalizations	
		2016	2016	2015
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(95 121)	(192 743)	2 010 668
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	3 869 563 ) (	1 243 450 ) (	3 363 576 )
Produit de cession	3		241 000	3 350
Amortissement	4	2 573 781	2 714 783	2 612 029
(Gain) perte sur cession	5		(24 241)	(3 352)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(1 295 782)	1 688 092	(751 549)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			8 855
Variation des stocks de fournitures	9		(3 320)	(6 708)
Variation des autres actifs non financiers	10		(11 454)	(3 582)
	11		(14 774)	(1 435)
	12	(1 390 903)	1 480 575	1 257 684
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(1 390 903)	1 480 575	1 257 684
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(8 193 417)	(9 451 101)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(8 193 417)	(9 451 101)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(6 712 842)	(8 193 417)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	5 278 253	2 979 366
Débiteurs (note 5)	2	3 860 141	4 043 486
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	490 000	437 000
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<u>9 628 394</u>	<u>7 459 852</u>
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 737 301	1 686 732
Revenus reportés (note 12)	12	117 743	73 596
Dette à long terme (note 13)	13	13 486 192	13 892 941
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	<u>16 341 236</u>	<u>15 653 269</u>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<u>(6 712 842)</u>	<u>(8 193 417)</u>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	62 191 391	63 879 483
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	528 677	528 677
Stocks de fournitures	19	113 691	110 371
Autres actifs non financiers (note 17)	20	15 485	4 031
	21	<u>62 849 244</u>	<u>64 522 562</u>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<u>56 136 402</u>	<u>56 329 145</u>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(192 743)	2 010 668
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 714 783	2 612 029
Autres			
- Perte (Gain) sur disposition	3	(24 241)	(3 352)
-	4		
	5	2 497 799	4 619 345
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	183 345	215 572
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	1 050 569	78 399
Revenus reportés	9	44 147	47 073
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(53 000)	(116 000)
Propriétés destinées à la revente	11		8 855
Stocks de fournitures	12	(3 320)	(6 708)
Autres actifs non financiers	13	(11 454)	(3 582)
	14	3 708 086	4 842 954
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 1 243 450 )	( 3 363 576 )
Produit de cession	16	241 000	3 350
	17	(1 002 450)	(3 360 226)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22		
<b>Activités de financement (note 23)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	720 000	851 926
Remboursement de la dette à long terme	24	( 1 141 634 )	( 1 151 662 )
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	14 885	(15 926)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(406 749)	(315 662)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	2 298 887	1 167 066
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	2 979 366	1 812 300
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	2 979 366	1 812 300
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>			
	34	5 278 253	2 979 366

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

### 1. Statut de l'organisme municipal

La ville est organisée et existe en vertu des lois de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La ville est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 5,6 % des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 82 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 0,22 % des sommes à répartir entre les municipalités.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe aux deux partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île (CIT) et la Régie intermunicipale des équipements en loisir de L'île-Perrot (RELIP).

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île (CIT) pour l'exercice est de 9,81 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 10,80 % en début d'exercice à 12,14 % à la fin de l'exercice.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie intermunicipale des équipements en loisir de L'île-Perrot (RELIP) pour l'exercice est de 49,93%.

Les comptes de la régie ne sont pas consolidés dans les états financiers de la ville car les soldes ne sont pas significatifs par rapport à la quote-part déjà incluse dans les états financiers.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de L'Île-Perrot excluant les organismes qu'elle contrôle.

### **B) Comptabilité d'exercice**

#### **Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

#### **Estimations comptables**

La préparation des états financiers de la Ville de L'Île-Perrot, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**C) Actifs financiers**

S/O

**D) Passifs**

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

**E) Actifs non financiers**

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

**Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.**

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode et les périodes suivantes :

Infrastructures	Linéaire	10,15, 20 et 40 ans
Bâtiments	Linéaire	30 et 40 ans
Améliorations locatives CIT	Linéaire	10 ans
Véhicules	Linéaire	10 et 20 ans
Ameublement, équipement de bureau	Linéaire	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	5, 10 et 20 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**F) Revenus**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****G) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville et le conseil intermunicipal de transport est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par le conseil intermunicipal de transport est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2016 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur une période de 5 ans n'excédant pas la DMERCA. Le coût de service passé en 2011 est amorti sur une période de 5 ans correspondant à la période du financement de la modification.

**I) Instruments financiers**

S/O

**J) Autres éléments**

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**3. Modification de méthodes comptables**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	911 132	379 319
Placements de portefeuille	2		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	3	486 698	443 352
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	2 051 099	2 217 935
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	127 647	103 915
Organismes municipaux	7	845 572	743 432
Autres			
- Organismes divers et individus	8	343 428	531 621
- Intérêts	9	5 697	3 231
	10	3 860 141	4 043 486
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 619 975	1 894 267
Organismes municipaux	12	110 762	134 854
Autres tiers	13		
	14	1 730 737	2 029 121
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	54 560	55 017
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
<b>Note</b>			
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26	490 000	437 000
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27	( )	( )
	28	<u>490 000</u>	<u>437 000</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29	649 000	663 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30		
Régimes à cotisations déterminées	31		
Autres régimes (REER et autres)	32	2 318	2 056
Régimes de retraite des élus municipaux	33	28 994	28 551
	34	<u>680 312</u>	<u>693 607</u>

Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

**La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015.

**Application de la Loi aux régimes de la municipalité et ses entités consolidées**

La municipalité et ses entités consolidées ont finalisé des ententes pour son régime de retraite. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément avec les dispositions de la Loi et des dispositions de l'entente conclue. Cette entente a une incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2016.

1) Élimination de l'indexation automatique des rentes de retraite et de la prestation additionnelle des participants actifs (a) :

- Incidence sur le coût des services passés (e) : S.O.
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : S.O.
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.

2) Partage du déficit des participants actifs, au-delà de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle (b) :

- Incidence sur le coût des services passés (e) : 159 000 \$
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (f) : 159 000 \$
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

- 3) Partage du déficit des participants retraités :
- Incidence sur le coût des services passés (e) : S.O.
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (f) : S.O.
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucun
- 4) Plafond du service courant (c) :
- Incidence sur le coût des services passés (e) : (68 000 \$)
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (f) : (68 000 \$)
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucun
- 5) Partage du service courant (e) :
- Incidence sur le coût des services passés (e) : aucune
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (f) : aucune
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.
- 6) Partage du déficit lié au service postérieur :
- Incidence sur le coût des services passés (e) : aucune
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (f) : aucune
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.
- 7) Cotisation au fonds de stabilisation :
- Incidence sur le coût des services passés (e) : aucune
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (f) : aucune
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.
- 8) Grand total des incidences (d) :
- Incidence sur le coût des services passés (e) : 91 000 \$
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (f) : 91 000 \$
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucun

(a) Le coût des services passés représente l'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle. Comme prévu à la Loi, si la valeur dépasse la part de déficit qui doit être assumée par les participants actifs, une réserve doit être maintenue pour l'excédent. La réserve, s'il y a lieu, est établie en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45 % assumé par les participants actifs, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. L'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle affecte également le coût du service courant.

(b) Le coût des services passés est établi en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45 % assumé par les participants, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. Il représente la part de déficit pris en charge par les participants actifs qui dépasse, s'il y a lieu, la valeur de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminées.

(c) L'incidence du plafond du service courant est établie en considérant la différence entre 1) le service courant prévu actuellement au régime net de l'effet de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminées et 2) le plafond établi selon les modalités de la Loi. Comme cette disposition ne prend effet qu'à la fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report, elle n'a pas d'incidence sur les coûts de 2016 dans le cas de ces régimes.

(d) Le total des incidences sur le coût des services passés devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 20 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).

(e) Le total des pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 26 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).

---

**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	35
Autres	36
	37

---

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**10. Emprunts temporaires**

La ville a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes autorisée à 2 500 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2016, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

De plus, elle a négocié des marges de crédit dans le cadre de règlements d'emprunt pour un montant total autorisé de 1 984 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2016, ces marges n'étaient pas utilisées.

**11. Créiteurs et charges à payer**

Fournisseurs	38	809 433	225 793
Salaires et avantages sociaux	39	1 282 187	1 051 654
Dépôts et retenues de garantie	40	155 530	217 297
Provision pour contestations d'évaluation	41		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43		
Autres			
- Gouvernement du Québec	44	406 564	77 388
- Gouvernement du Canada	45	2 310	2 345
- Organismes municipaux	46	2 959	29 138
- Intérêts courus sur dette	47	78 318	83 117
-	48		
	49	2 737 301	1 686 732

**Note****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	50	3 900	9 146
Transferts	51		
Fonds parcs et terrains de jeux	52	113 843	64 450
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
-	56		
-	57		
-	58		
-	59		
	60	117 743	73 596

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

					2016	2015	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	2,88	2017	2036	61	13 581 200	13 995 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					62		
Gains (pertes) de change reportés					63		
					64		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2018	2018	65	14 697	21 731
Organismes municipaux					66		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67		
Autres					68		
					69	13 595 897	14 017 531
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	( 109 705 )	( 124 590 )
					71	13 486 192	13 892 941

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2017	72	80	1 161 000	88	97	7 240	105	1 168 240
2018	73	81	1 141 500	89	98	7 457	106	1 148 957
2019	74	82	1 172 500	90	99		107	1 172 500
2020	75	83	1 203 000	91	100		108	1 203 000
2021	76	84	960 000	92	101		109	960 000
2022 et +	77	85	7 943 200	93	102		110	7 943 200
	78	86	13 581 200	94	103	14 697	111	13 595 897
Intérêts et frais accessoires				95	( )		112	( )
	79	87	13 581 200	96	104	14 697	113	13 595 897

**Note**

	2016	2015	
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	114	(6 712 842)	(8 193 417)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	( )	( )
Autres	116	( )	( )
	117	(6 712 842)	(8 193 417)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	118	25 163 035	146	57 330	173		200	25 220 365
Eaux usées	119	38 778 212	147	120 161	174		201	38 898 373
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	22 801 736	148	331 478	175		202	23 133 214
Autres	121	6 005 990	149	479 744	176	216 750	203	6 268 984
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	9 551 690	151	42 554	178		205	9 594 244
Améliorations locatives	124	3 340	152		179	(924)	206	4 264
Véhicules	125	2 804 393	153	116 726	180	131 181	207	2 789 938
Ameublement et équipement de bureau	126	1 327 160	154	73 296	181	1 076	208	1 399 380
Machinerie, outillage et équipement divers	127	2 234 255	155	510 028	182	2 167	209	2 742 116
Terrains	128	1 839 127	156	32 087	183		210	1 871 214
Autres	129		157		184		211	
	130	<u>110 508 938</u>	158	<u>1 763 404</u>	185	<u>350 250</u>	212	<u>111 922 092</u>
Immobilisations en cours	131	<u>2 325 375</u>	159	<u>(519 954)</u>	186		213	<u>1 805 421</u>
	132	<u>112 834 313</u>	160	<u>1 243 450</u>	187	<u>350 250</u>	214	<u>113 727 513</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	133	10 301 041	161	540 819	188		215	10 841 860
Eaux usées	134	21 439 550	162	910 304	189		216	22 349 854
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	8 031 636	163	540 009	190		217	8 571 645
Autres	136	2 144 804	164	143 039	191		218	2 287 843
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	3 121 055	166	281 321	193		220	3 402 376
Améliorations locatives	139	195	167	429	194	(647)	221	1 271
Véhicules	140	1 746 577	168	120 763	195	131 181	222	1 736 159
Ameublement et équipement de bureau	141	925 243	169	65 871	196	790	223	990 324
Machinerie, outillage et équipement divers	142	1 244 729	170	112 228	197	2 167	224	1 354 790
Autres	143		171		198		225	
	144	<u>48 954 830</u>	172	<u>2 714 783</u>	199	<u>133 491</u>	226	<u>51 536 122</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	145	<u>63 879 483</u>					227	<u>62 191 391</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	(_____)	232	(_____)	234	(_____)	236	(_____)
Valeur comptable nette	230	<u>_____</u>					237	<u>_____</u>

**Note**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	238		
Immeubles industriels municipaux	239		
Autres	240	528 677	528 677
	241	528 677	528 677
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	528 677	528 677
<b>Note</b>			

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	244	15 485	4 031
-	245		
-	246		
Autres			
-	247		
-	248		
	249	15 485	4 031
<b>Note</b>			

**18. Obligations contractuelles**

**Services municipaux**

La ville a signé des contrats pour divers services municipaux. L'objet, la durée, l'échéance, le montant total net et les paiements minimums nets exigibles pour les prochains exercices relativement à ces contrats sont les suivants :

<u>Objet</u>	<u>Échéance</u>	<u>Engagement total</u>	<u>Paiements minimums nets annuels</u>		
<u>Durée</u>			2017	2018	2019
Collecte, transport et disposition des déchets domestiques					
5 ans 2018		2 534 167\$	534 034\$	551 276\$	
Évaluation municipale					
3 ans 2018		188 033\$	62 678\$	63 937\$	
Photocopieurs					
5 ans 2019		22 793\$	4 559\$	4 559\$	4 559\$
Manutention, transport et élimination des boues					
3 ans 2019		214 991\$	71 664\$	71 664\$	71 664\$
Photocopieur					
4 ans 2017		4 728\$	1 186\$		
Arrosage patinoires					
5 ans 2018		275 958\$	53 875\$	50 222\$	
Analyses de laboratoire					
4 ans 2018		29 524\$	9 383\$	3 242\$	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<u>Objet</u>	<u>Échéance</u>	<u>Engagement total</u>	<u>Paielements minimums nets annuels</u>	
<u>Durée</u>			2017	2018
Location d'immeuble				
4 ans	2017	101 005\$	25 477\$	
Entretien terrain soccer				
3 ans	2018	26 457\$	8 819\$	8 819\$

## 19. Éventualités

### a) Cautionnement et garantie

S.O.

### b) Auto-assurance

S.O.

### c) Poursuites

La ville est poursuivie pour un refoulement d'égout survenu en octobre 2016, avec intérêts et dépens et pour la décontamination d'un terrain suite à une vente.

Ces réclamations au montant de 107 603 \$ sont entre les mains des assureurs de la ville. Si celle-ci devait déboursier une somme à l'égard de ces causes, la charge qui en résulterait serait comptabilisée dans l'exercice alors en cours.

### d) Autres

Des anciens participants au Régime complémentaire de retraite de la Ville de L'Île-Perrot ont transféré à l'extérieur du régime la totalité de leurs droits. Au moment des transferts, le degré de solvabilité du régime déterminé lors de la dernière évaluation actuarielle était inférieur à 100 %. Le solde de la valeur des droits devra être payé dans les cinq ans de l'acquittement initial. Advenant, le cas où le régime serait insolvable au moment du paiement, la Ville de L'Île-Perrot pourrait être tenue de verser une contribution supplémentaire de 39 893\$ en 2017, de 137 398\$ en 2018, 134 674\$ en 2019 143 944 \$ en 2020, 3 818\$ en 2021 et 15 994\$ en 2022. La ville a comptabilisé un compte à payer de 475 721 \$ afin de rembourser les anciens participants.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

S/O

**21. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques.

À des fins de comparaison avec les réalisations 2016, certaines données du budget 2016 ont été reclassées.

**22. Instruments financiers**

S/O

**2016****2015****23. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

Encaisse	250	5 278 253	2 979 366
Découvert bancaire	251	( )	( )
<i>Ajouter</i>			
-	252		
-	253		
-	254		
-	255		
<i>Déduire</i>			
-	256	( )	( )
-	257	( )	( )
-	258	( )	( )
-	259	( )	( )
-	260	( )	( )
-	261	( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>262</b>	<b>5 278 253</b>	<b>2 979 366</b>

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

263

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**24. Fonds local d'investissement**

	2016	2015
<b>RÉSULTATS</b>		
<b>Revenus</b>		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	
Autres revenus	266	
	267	
<b>Charges</b>		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	
Variation de la provision pour moins-value	269	
	270	
Autres charges	271	
	272	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>273</b>	

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>		
Encaisse	274	
Placements de portefeuille	275	
Débiteurs	276	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277	
Provision pour moins-value	278	(                    ) (                    )
	279	
	280	
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer	281	
Revenus reportés	282	
Dette à long terme	283	
	284	
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>285</b>	

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	286	
Supportant les engagements de prêts	287	
Supportant les garanties de prêts	288	
	289	

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**25. Fonds local de solidarité**

	2016	2015
<b>RÉSULTATS</b>		
<b>Revenus</b>		
Revenus sur les placements de portefeuille	290	
Revenus sur les prêts aux entreprises	291	
Autres revenus	292	
	293	
<b>Charges</b>		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	294	
Variation de la provision pour moins-value	295	
	296	
Intérêts sur la dette à long terme	297	
Autres charges	298	
	299	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	300	

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>		
Encaisse	301	
Placements de portefeuille	302	
Débiteurs	303	
Prêts aux entreprises	304	
Provision pour moins-value	305	(                    ) (                    )
	306	
	307	
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer	308	
Revenus reportés	309	
Dette à long terme	310	
	311	
<b>Solde du Fonds local de solidarité</b>		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312	
Excédent (déficit) non affecté	313	
	314	

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	315	
Supportant les engagements de prêts	316	
	317	

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****26 Transport en commun**

En juin 2011, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun de minibus à raison d'un minimum de 1 500 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 60.50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2016 est de 65,90 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 2 925 513 \$, excluant la clause carburant, en 2016.

En juin 2014, l'organisme a signé un engagement échéant le 31 décembre 2022 avec deux options de renouvellement de trois ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autocar à raison d'un minimum de 2 500 heures par an par véhicule pour les 3 premiers autocars assignés, au taux horaire de 122.50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal. Le taux horaire au 1er janvier 2016 est de 126,06 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 1 483 444 \$, excluant la clause carburant, en 2016.

En décembre 2012, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus urbains à raison d'un minimum de 2 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 99.00 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2016 est de 104,86 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 553 180 \$, excluant la clause carburant, en 2016.

En septembre 2015, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2024 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus intermédiaires à raison d'un minimum de 3 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 79,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 1er octobre 2016 est de 76,95 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 675 370 \$, excluant la clause carburant, en 2016.

**Bail**

Le CIT s'est engagé conjointement avec un autre organisme, en vertu d'un bail d'une durée de 120 mois se terminant le 31 décembre 2021, avec une option de renouvellement de 3 ans, à verser un montant approximatif de 33 126 \$ par année, représentant sa quote-part de cet engagement, pour la location de ses espaces commerciaux.

Ce montant sera indexé annuellement selon le moins élevé de 3% ou de l'augmentation, exprimée en pourcentage, de l'indice des prix à la consommation pour la région métropolitaine de Montréal.

**27 États financiers**

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

l'exercice précédent ont été modifiées ou reclassées.

---

**28 Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île (CIT)**

Au cours de l'exercice, le ministre des Transports a adopté le projet de Loi numéro 76 prévoyant abolir au 1er juin 2017, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et les Conseils intermunicipaux de transport (CIT) pour former deux nouvelles entités. De cette Loi seront créés l'Autorité régionale de transport métropolitain (ART) qui sera chargée de la planification, l'organisation et le financement et le Réseau de transport métropolitain (RTM) qui sera responsable de l'exploitation, des trains de banlieue et des autobus sur les territoires des couronnes nord et sud.

Les engagements contractuels en matière de transport collectif du CIT sont transférés au RTM.

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 3 926 477	3 358 682
Excédent de fonctionnement affecté	2 485 961	232 074
Réserves financières et fonds réservés	3 949 788	619 970
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ( 4 761 ) ( 6 348 )	
Financement des investissements en cours	5 (75 971)	(294 983)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 50 854 908	52 419 750
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	<b>56 136 402</b>	<b>56 329 145</b>
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>		
Administration municipale	9 3 926 477	3 358 682
Organismes contrôlés <sup>1</sup>	10	11
	<b>3 926 477</b>	<b>3 358 682</b>
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Budget suivant/Fondation maire	12 106 321	57 417
- Prog. aide revitalisation	13	28 315
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 106 321	85 732
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- CIT La Presqu'île	22 379 640	146 342
-	23	
-	24	
	25 379 640	146 342
	26 485 961	232 074
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières		
- Réserve eau & voirie	27 342 049	240 512
- Réserves financières CIT	28	211 641
-	29	
-	30	
-	31	
	32 342 049	452 153
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 562 396	144 444
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale		
- Organismes contrôlés	34	35
Montant non réservé		
- Administration municipale	36 12 343	8 373
- Organismes contrôlés	37	
Fonds local d'investissement	38	
Fonds local de solidarité	39	
Autres		
-Fonds de stationnement	40 33 000	15 000
-	41	
	42 607 739	167 817
	43 949 788	619 970

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 (	) (
Régimes non capitalisés	45 (	) (
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 (	) (
Autres	47 (	) (
Régimes non capitalisés	48 (	) (
	49 (	) (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 (	) (
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 (	) (
Autres		
-	53 (	) (
-	54 (	) (
	55 (	) (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 (	4 761 ) (
Intérêts sur la dette à long terme	57 (	) (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	59 (	) (
Mesure relative aux frais reportés	60 (	) (
Autres		
-	61 (	) (
-	62 (	) (
	63 (	4 761 ) (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 (	) (
Frais d'émission de la dette à long terme	65 (	) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 (	) (
Autres		
-	67 (	) (
-	68 (	) (
	69 (	) (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	
	75 (	4 761 ) (
		6 348 )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	76 139 431	119 555
Investissements à financer	77 ( 215 402 ) (	414 538 )
	78 (75 971)	(294 983)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	79 62 191 391	63 879 483
Propriétés destinées à la revente	80 528 677	528 677
Prêts	81	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84 62 720 068	64 408 160
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	85 13 486 192	13 892 941
Frais reportés liés à la dette à long terme	86 109 705	124 590
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 ( 1 730 737 ) (	2 029 121 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 ( ) (	)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 ( ) (	)
	90 11 865 160	11 988 410
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	
	92 11 865 160	11 988 410
	93 50 854 908	52 419 750

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>          </u>	3 <u>          </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville de L'Île-Perrot parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur une moyenne des 3 meilleurs salaires pour les cadres et d'un salaire carrière indexé pour les cols blancs et cols bleus pour le service avant le 1er janvier 2014 (une formule différente de calcul de rente s'applique pour les cadres pour les années de service reconnu avant 1994). À compter du 1er janvier 2014, la forme de rente est de type salaire carrière indexé pour tous les participants. Les cotisations salariales des participants s'élèvent à 9,6 % du salaire. Une cotisation de stabilisation de 0,96 % du salaire est également versée. Les cotisations annuelles de la Ville sont identiques à celles des participants.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 437 000	321 000
Charge de l'exercice	5 ( 649 000 )	( 663 000 )
Cotisations versées par l'employeur	6 702 000	779 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>490 000</u>	<u>437 000</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 12 069 000	10 635 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( <u>13 257 000</u> )	( <u>12 466 000</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (1 188 000)	(1 831 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>1 678 000</u>	<u>2 268 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 490 000	437 000
Provision pour moins-value	13 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>490 000</u>	<u>437 000</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 12 069 000	10 635 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( <u>13 257 000</u> )	( <u>12 466 000</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( <u>1 188 000</u> )	( <u>1 831 000</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 696 000	674 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 91 000	
	21 <u>787 000</u>	<u>674 000</u>
Cotisations salariales des employés	22 ( 330 000 )	( 301 000 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( )	( )
	24 457 000	373 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 197 000	193 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 (91 000)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>563 000</u>	<u>566 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 650 000	615 000
Rendement espéré des actifs	34 ( <u>564 000</u> )	( <u>518 000</u> )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>86 000</u>	<u>97 000</u>
Charge de l'exercice	36 <u>649 000</u>	<u>663 000</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 766 000	486 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 564 000 )	( 518 000 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 202 000	(32 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 282 000	(7 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (364 000)	(888 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 12 355 000	10 928 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	15 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,20 %	5,15 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,15 %	5,15 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 0	57 0	58 0

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2016	2015
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	59 ( )	( )
Charge de l'exercice	60 ( )	( )
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ( )	( )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ( )	( )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ( )	( )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	( )	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	2016	2015
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	91	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

**Description des régimes et autres renseignements**

Le Conseil intermunicipal de transport (CIT) offre à ses employés un plan de retraite sous la forme d'un versement à un REER individuel à un taux maximum de 6,0% du salaire brut de l'employé. La dépense est représentée par la cotisation versée.

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 93	2 318	2 056

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94  Oui  
 95  Non

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	6	6

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 97	6 818	6 699
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 98	22 977	22 576
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	6 017	5 975
100	28 994	28 551

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

---

**Note**

---



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2016**

---

**Administration municipale**

Dette à long terme	1	13 595 897
--------------------	---	------------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	215 402
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	1 730 737
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	12 080 562
---	----	------------

---

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	
--	----	--

Endettement net à long terme	16	12 080 562
------------------------------	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	299 406
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	54 867
---------------------------	----	--------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

---

Endettement total net à long terme	20	12 434 835
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités		
--	--	--

reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	12 434 835
---	----	------------

---

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
--	----	--

---

---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	
<b>TAXES</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	10 572 808	10 528 932	10 528 932	10 226 413
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	10 572 808	10 528 932	10 528 932	10 226 413
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 424 132	1 425 817	1 425 817	1 369 859
Égout	11	939 958	941 268	941 268	907 565
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	865 364	867 181	867 181	808 347
Autres					
-Réserve eau & voirie	14	272 500	271 841	271 841	270 385
-Paiements comptants	15				2 926
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	48 300	47 982	47 982	44 733
Service de la dette	18	59 133	59 873	59 873	65 473
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	3 609 387	3 613 962	3 613 962	3 469 288
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	3 609 387	3 613 962	3 613 962	3 469 288
	26	14 182 195	14 142 894	14 142 894	13 695 701

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	42 006	1 509	38 412
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	1 046	1 042	1 046
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	43 052	2 551	39 458
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	60 880	56 498	65 126
Cégeps et universités	33	23 559	21 864	22 782
Écoles primaires et secondaires	34	118 446	113 520	110 500
	35	202 885	191 882	198 408
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	245 937	194 433	237 866
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	245 937	194 433	237 866

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52	11 093	11 113	14 885
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53			
Sécurité incendie	54	2 505	1 610	10 092
Sécurité civile	55			
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57		7 140	7 032
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		254 488	166 991
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	6 350	7 354	7 735
Réseau de distribution de l'eau potable	68	41 369	37 346	40 575
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	92 231	85 370	88 494
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		3 642	3 642
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	1 294	5 354	1 294
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	6 282	6 464	5 734
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	48 039	56 959	50 979
Autres	88			
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	209 163	222 352	393 811

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		23 637	
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	280 000		
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108	550 000		
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125	460 000	10 000	10 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	1 290 000	10 000	33 637

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	1 499 163	232 352	510 477
				393 811

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	712 502	742 695	742 695
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	712 502	742 695	742 695
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158	17 221	19 353	19 353
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	17 221	19 353	19 353
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176		207	207
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179		207	207
Réseau d'électricité	180			
	181	729 723	762 255	762 255
				685 729



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	5 305	29 990	17 002
Sécurité publique	183	12 750	12 010	11 184
Transport				
Réseau routier	184	8 000	6 366	4 664
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		144 404	135 719
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188		59 553	70 088
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	2 250	2 323	2 180
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	9 500	9 580	9 317
Loisirs et culture	193	270 470	285 816	294 110
Réseau d'électricité	194			
	195	308 275	346 085	544 264
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	1 037 998	1 108 340	1 229 993
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	53 900	74 097	134 375
Droits de mutation immobilière	198	550 000	645 145	809 329
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200	250		
	201	604 150	719 242	943 704
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	120 600	89 411	110 787
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	203			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>	204	155 000	180 777	153 592
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		24 250	3 352
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			2 246 335
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211			
Autres	212	226 000	374 816	25 108
	213	226 000	399 066	2 274 795
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2016	2015
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	414 914	426 373	426 373	426 373	380 463
Greffé et application de la loi	2	344 928	471 017	471 017	471 017	305 041
Gestion financière et administrative	3	910 050	858 643	108 173	966 816	1 063 901
Évaluation	4	64 758	62 432	62 432	62 432	80 596
Gestion du personnel	5	245 714	324 723	127	324 850	175 590
Autres	6	188 641	140 024	94 274	234 298	146 005
- Entretien, élect., ass. H.D.V	7					
	8	2 169 005	2 283 212	202 574	2 485 786	2 151 596
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	1 329 250	1 266 982		1 266 982	1 322 229
Sécurité incendie	10	1 350 067	1 362 813	90 922	1 453 735	1 354 431
Sécurité civile	11	25 181	36 368		36 368	10 120
Autres	12	74 771	72 388		72 388	71 353
	13	2 779 269	2 738 551	90 922	2 829 473	2 758 133
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	930 624	961 624	637 029	1 598 653	1 641 665
Enlèvement de la neige	15	707 608	518 636	11 178	529 814	471 681
Éclairage des rues	16	73 992	83 664		83 664	76 780
Circulation et stationnement	17	159 444	154 826	1 190	156 016	129 406
Transport collectif						
Transport en commun	18	706 999	518 448		518 448	898 213
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	2 578 667	2 237 198	649 397	2 886 595	3 217 745

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2016	Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2016	2015
<b>Non audité</b>						
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	947 432	841 880	1 586 998	1 000 578	968 776
Réseau de distribution de l'eau potable	24	505 336	262 654	282 609	545 263	760 947
Traitement des eaux usées	25	741 029	658 924	572 525	1 231 449	1 231 518
Réseaux d'égout	26	214 042	153 581	470 259	623 840	587 862
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	219 735	212 399		212 399	211 905
Élimination	28	302 446	266 497		266 497	273 637
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	276 489	267 901		267 901	263 077
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	59 664	62 909	3 616	66 525	68 183
Traitement	32					
Matériaux secs	33	32 979	67 073		67 073	63 052
Autres	34					
Plan de gestion	35	20 285	20 285		20 285	22 119
Autres	36					
Cours d'eau	37	560	532		532	528
Protection de l'environnement	38	41 995	22 181		22 181	
Autres	39					
	40	3 361 992	2 836 816	1 487 707	4 324 523	4 451 604
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	114 854	114 841		114 841	105 926
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	114 854	114 841		114 841	105 926
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	727 486	856 773	12 395	869 168	665 665
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	10 000	10 285		10 285	3 592
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	92 543	92 543		92 543	133 269
Tourisme	49	10 942	8 633		8 633	4 807
Autres	50	8 715	4 073		4 073	
Autres	51					
	52	849 686	972 307	12 395	984 702	807 333

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	2016	2015
				<b>Total</b>		
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	734 326	680 342	200 038	880 380	880 380
Patinoires intérieures et extérieures	54	184 695	197 194		197 194	197 194
Piscines, plages et ports de plaisance	55	148 316	134 364		134 364	134 364
Parcs et terrains de jeux	56	1 054 419	981 831	479	982 310	982 310
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	209 613	186 889		186 889	186 889
	60	2 331 369	2 180 620	200 517	2 381 137	2 381 137
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	749 957	705 976	66 637	772 613	772 613
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	75 559	79 522		79 522	79 522
	66	825 516	785 498	66 637	852 135	852 135
	67	3 156 885	2 966 118	267 154	3 233 272	3 233 272
	68					
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	384 620	317 706		317 706	317 706
Autres frais	70	33 424	33 116		33 116	33 116
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		86 000		86 000	86 000
Autres	72	132 000	3 791		3 791	5 132
	73	550 044	440 613		440 613	441 954
	74					
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>						
	75	2 567 224	2 710 149	( 2 710 149 )		
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>						

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de L'Île-Perrot (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

*Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel*

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

*Observations*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2017-03-30



**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>14 142 894</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
	10	<u>                    </u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u>14 142 894</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes		1	14 142 894
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>		4	<u>14 142 894</u>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 384 900	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	47 982	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10 <u>1 432 882</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>		11	<u>12 710 012</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 <sup>2</sup>	1	<u>1 112 422 600</u>
Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 31 décembre 2016 <sup>2</sup>	2	<u>1 111 462 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 111 942 350</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>12 710 012</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 111 942 350</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2016</b>	6	1   ,   1   4   3   0   / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 <sup>er</sup> janvier 2016 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	998 114	16 483	297 790
Usines de traitement de l'eau potable	2		186 630	25 577
Usines et bassins d'épuration	3	550 000	71	17 467
Conduites d'égout	4	718 114		584 736
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	459 058	108 184	2 060 846
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	41 995	97 832	56 397
Autres infrastructures	11	525 000	37 423	64 913
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			34 221
Édifices communautaires et récréatifs	14	67 218	10 627	37 000
Améliorations locatives	15			3 233
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	232 376	116 726	58 246
Ameublement et équipement de bureau	18	48 319	74 478	36 645
Machinerie, outillage et équipement divers	19	225 219	539 376	86 505
Terrains	20		32 087	
Autres	21			
	22	3 865 413	1 219 917	3 363 576

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		16 483	50 200
Usines de traitement de l'eau potable	24		186 630	25 577
Usines et bassins d'épuration	25		71	17 467
Conduites d'égout	26			23
Autres infrastructures	27		232 934	324 481
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			247 590
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			584 713
Autres infrastructures	32		10 505	1 857 675
Autres immobilisations	33		773 294	255 850
	34		1 219 917	3 363 576

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	13 995 800	720 000	1 134 600	13 581 200
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	21 731		7 034	14 697
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	14 017 531	720 000	1 141 634	13 595 897
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	279 365		40 295	239 070
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	11 709 045	720 000	802 955	11 626 090
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	11 988 410	720 000	843 250	11 865 160
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 894 267		274 292	1 619 975
Organismes municipaux	17	134 854		24 092	110 762
Autres tiers	18				
	19	2 029 121		298 384	1 730 737
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	2 029 121		298 384	1 730 737
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	2 029 121		298 384	1 730 737
	26	14 017 531	720 000	1 141 634	13 595 897
Dettes en cours de refinancement	27	( )		( )	( )
Reclassement / Redressement	28				
	29	14 017 531	720 000	1 141 634	13 595 897

**Note**

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2016</b>	<b>Réalisations 2015</b>
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	74 553	74 548	75 096
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	171	171	180
Sécurité incendie	5	12 545	12 545	14 670
Sécurité civile	6			
Autres	7	15 069	15 069	14 469
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	539 336	410 999	
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	331 196	322 738	317 016
Cours d'eau	13	560	532	528
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	113 844	114 841	105 926
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	183 757	93 697	97 197
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20		95 743	90 588
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	126 613	4 982	5 704
Activités culturelles	23		79 522	81 255
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	1 397 644	1 225 387	802 629

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

	Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	12,00	21 660,00	963 719	262 321	1 226 040
Professionnels	2	11,00	24 478,00	676 586	196 332	872 918
Cols blancs	3	35,00	44 699,00	926 954	257 384	1 184 338
Cols bleus	4	39,00	81 682,00	1 971 841	576 864	2 548 705
Policiers	5					
Pompiers	6	48,00	101 912,00	681 212	67 440	748 652
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
Élus	8	145,00	274 431,00	5 220 312	1 360 341	6 580 653
	9	7,00		186 069	34 929	220 998
	10	152,00		5 406 381	1 395 270	6 801 651

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Gouvernement du Québec		MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement	Gouvernement du Canada	

Transport en commun				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	7 354			7 354
Réseau de distribution de l'eau potable	37 346			37 346
Traitement des eaux usées				
Réseaux d'égout				
Autres	169 992	10 000	7 660	187 652
	214 692	10 000	7 660	232 352



**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>Charges avant amortissement</b>	<b>Amortissement des immobilisations</b>	<b>Charges</b>	<b>Services rendus</b>	<b>Coût des services municipaux</b>	<b>Frais de financement</b>
	<b>+</b>	<b>=</b>	<b>-</b>	<b>=</b>		
<b>Administration générale</b>						
Greffe et application de la loi	1 471 017 27	53	471 017 79	105	471 017 131	
Évaluation	2 62 432 28	54	62 432 80	106	62 432 132	
Autres	3 1 749 763 29	55	1 952 337 81	29 990 107	1 922 347 133	140 211
	4 2 283 212 30	56	2 485 786 82	29 990 108	2 455 796 134	140 211
<b>Sécurité publique</b>						
Police	5 1 266 982 31	57	1 266 982 83	109	1 266 982 135	
Sécurité incendie	6 1 362 813 32	58	1 453 735 84	754 705 110	699 030 136	4 033
Sécurité civile	7 36 368 33	59	36 368 85	111	36 368 137	
Autres	8 72 388 34	60	72 388 86	112	72 388 138	
	9 2 738 551 35	61	2 829 473 87	754 705 113	2 074 768 139	4 033
<b>Transport</b>						
Réseau routier						
Voie municipale	10 961 624 36	62	1 598 653 88	6 366 114	1 592 287 140	146 594
Enlèvement de la neige	11 518 636 37	63	529 814 89	115	529 814 141	
Autres	12 238 490 38	64	239 680 90	116	239 680 142	
Transport collectif	13 518 448 39	65	518 448 91	117	518 448 143	
Autres	14	66	92	118		
	15 2 237 198 41	67	2 886 595 93	6 366 119	2 880 229 145	146 594
<b>Hygiène du milieu</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16 841 880 42	68	1 000 578 94	120	1 000 578 146	66 231
Réseau de distribution de l'eau potable	17 262 654 43	69	545 263 95	121	545 263 147	35 543
Traitement des eaux usées	18 658 924 44	70	1 231 449 96	122	1 231 449 148	1 307
Réseaux d'égout	19 153 581 45	71	623 840 97	19 353 123	604 487 149	20 795
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés	20 478 896 46	72	478 896 98	1 195 124	477 701 150	
Matères recyclables	21 397 883 47	73	401 499 99	1 128 125	400 371 151	
Autres	22 20 285 48	74	20 285 100	126	20 285 152	
Cours d'eau	23 532 49	75	532 101	127	532 153	
Protection de l'environnement	24 22 181 50	76	22 181 102	128	22 181 154	
Autres	25	77	103	129		
	26 2 836 816 52	78	4 324 523 104	21 676 130	4 302 847 156	123 876

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo-bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Santé et bien-être</b>										
Logement social	157	114 841	172	187	114 841	202	217	232	114 841	232
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218	233		233
Autres	159		174	189		204	219	234		234
	160	114 841	175	190	114 841	205	220	235	114 841	235
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	856 773	176	12 395	869 168	206	9 580	221	859 588	236
Rénovation urbaine	162	10 285	177	192	10 285	207	222	237	10 285	237
Promotion et développement économique	163	105 249	178	193	105 249	208	223	238	105 249	238
Autres	164		179	194		209	224	239		239
	165	972 307	180	12 395	984 702	210	9 580	225	975 122	240
<b>Loisirs et culture</b>										
Activités récréatives	166	2 180 620	181	200 517	2 381 137	211	282 755	226	2 098 382	241
Activités culturelles	167	705 976	182	66 637	772 613	212	3 268	227	769 345	242
Bibliothèques	168	79 522	183	198	79 522	213	228	243	79 522	243
Autres	169	2 966 118	184	267 154	3 233 272	214	286 023	229	2 947 249	244
	170		185	200		215	230	245		245
<b>Réseau d'électricité</b>										
	171	14 149 043	186	2 710 149	16 859 192	216	1 108 340	231	15 750 852	246
				201						440 613

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

		2016	2015
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 219 917	3 358 526
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 219 917	3 358 526

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Marc Roy	43 706	16 216
Michelle LeCavalier	13 353	6 676
Marcel Rainville	13 353	6 676
Daniel Leblanc	14 178	6 676
Daniel Taiffefer	13 353	6 676
Nancy Pelletier	13 353	6 676
Kim Comeau	13 353	6 676

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

		2016	2015
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	3 358 682	1 638 525
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		424 709
Solde redressé au début de l'exercice	3	3 358 682	2 063 234
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 165 436	1 490 239
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(494 354)	(110 289)
Activités d'investissement	6	(18 465)	(22 899)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(84 822)	(61 603)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	567 795	1 295 448
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	3 926 477	3 358 682
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	85 732	928 981
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		(473 073)
Solde redressé au début de l'exercice	15	85 732	455 908
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(64 233)	(431 779)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	84 822	61 603
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	20 589	(370 176)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	106 321	85 732
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	408 329	458 584
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(20 071)
Solde redressé au début de l'exercice	25	408 329	438 513
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	938 913	522 226
Activités d'investissement	27	(401 424)	(560 783)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	3 970	8 373
	30	541 459	(30 184)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	949 788	408 329

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( 6 348 )	( 22 937 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( 6 348 )	( 22 937 )
<b>Affectations</b>		
Activités de fonctionnement - Augmentation	35 ( )	( )
Activités de fonctionnement - Diminution	36 1 587	16 589
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37 ( )	( )
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>39 ( 4 761 )</b>	<b>( 6 348 )</b>
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	40 (294 983)	(738 196)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41	49 051
Solde redressé au début de l'exercice	42 (294 983)	(689 145)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43 222 982	402 535
<b>Virements</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44	
Excédent de fonctionnement affecté	45	
Réserves financières et fonds réservés	46 (3 970)	(8 373)
	47 219 012	394 162
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>48 (75 971)</b>	<b>(294 983)</b>
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Solde au début de l'exercice	49 52 397 040	51 643 981
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50	
Solde redressé au début de l'exercice	51 52 397 040	51 643 981
<i>Ajouter (déduire)</i>		
<b>Affectations et virements</b>		
Activités de fonctionnement	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Financement à long terme des activités d'investissement	54 ( 720 000 )	( 851 926 )
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55 1 141 634	1 151 662
Variation résiduelle de l'exercice	56 (2 005 366)	453 323
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>57 50 813 308</b>	<b>52 397 040</b>

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

*Non audité*

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>800 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>800 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>800 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( ) ( ) ( )	( )
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	( ) ( ) ( )	( )
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	( ) ( ) ( )	( )
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 8 □ 1 □ 3 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 8 □ 1 □ 3 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 0 □ 0 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 0 □ 0 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 6 □ 2 □ 6 □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$



**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**Non audité**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**  
(Montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	2   6   2 , 0   0	\$
Égout	2	1   7   4 , 0   0	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	,	\$
Matières résiduelles	5	1   7   9 , 0   0	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Réserve eau & voirie	50,0000	4	
Réserve eau & voirie	50,0000	4	
Réserve eau & voirie	100,0000	4	
Répartition locale au mètre carré		2	Plusieurs taux
Répartition locale au mètre linéaire		3	Plusieurs taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30		
Facteur comparatif de 2016	31		
Valeur uniformisée	32		
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	\$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	\$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	\$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des <b>routes locales de niveaux 1 et 2</b> :			
a) Numéro de la résolution	39		
b) Date d'adoption de la résolution	40		
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

### **Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017**

## TABLE DES MATIÈRES

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017</b>	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	10 801 966
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	(16 660)
	9	10 785 306

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 415 612
Égout	11	941 526
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	837 358
Autres		
- Réserve eau & voirie	14	275 025
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	48 300
Service de la dette	18	45 020
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	3 562 841
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	3 562 841
	26	14 348 147

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	2 543
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	1 046
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	3 589

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	55 534
Cégeps et universités	7	21 490
Écoles primaires et secondaires	8	111 617
	9	188 641

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	192 230

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	192 230

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 943 462 138	X 5 0,8330 /100\$	6 7 859 040				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 49 596 100	X 8 0,8330 /100\$	9 413 136				
Immeubles non résidentiels	10 117 673 668	X 11 2,0200 /100\$	12 2 377 009				
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 9 170 500	X 20 1,6660 /100\$	21 152 781				
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....				
<b>Total</b>			25 10 801 966	26 ( .....	27 ( .....	28 ( .....	29 10 801 966
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54 .....	55 ( .....	56 ( .....	57 ( .....	58 .....



**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
<b>Taxes spéciales</b>							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
<b>Total</b>			25	26 ( ) 27 ( ) 28		29	
<b>Taxes spéciales</b>							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
<b>Total</b>			54	55 ( ) 56 ( ) 57		58	
<b>Valeur locative imposable</b>							
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59	X 60	% 61	62 ( ) 63 ( ) 64		65	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**  
(montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	2   6   0	,	0   0	\$
Égout	2	1   7   4	,	0   0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	1   7   4	,	0   0	\$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Réserve eau & voirie	50,0000	4	logement résidentiel
Réserve eau & voirie	50,0000	4	unité de terrain vacant
Réserve eau & voirie	100,0000	4	unité commerciale
Répartitions locales au mètre carré		2	plusieurs taux
Répartitions locales au mètre linéaire		3	plusieurs taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	14 364 807
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	_____
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	16 660
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	_____
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	_____
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	_____
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	_____
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	_____
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	_____
	10	16 660
<b>Revenus de taxes</b>	11	14 348 147

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes		1	14 348 147
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	.....
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	.....
<b>Total partiel</b>		4	<u>14 348 147</u>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		.....
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6		.....
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 396 787	.....
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	48 300	.....
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10 <u>1 445 087</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>		11	<u>12 903 060</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel 1 12 903 060

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les revenus de la taxe foncière générale 2 1 119 902 406

**Taux global de taxation prévisionnel de 2017**

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3 

		1
--	--	---

 , 

1	5	2	2
---	---	---	---

 /100 \$

---

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	2 377 009		152 781		413 136	
De secteur	2						
Autres	3	(16 660)					
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	311 700		6 900		374 977	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	2 672 049		159 681		788 113	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>			
Générales	9 7 859 040		10 801 966
De secteur	10		
Autres	11		(16 660)
<b>Taxes sur une autre base</b>			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12 45 020		45 020
Autres	13 2 775 944		3 469 521
<b>Taxes d'affaires</b>			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16 10 680 004		14 299 847

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	18 127 521	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	935 250	\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	396 279	\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	107 722	\$



**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 110, boulevard Perrot  
(no) (rue)  
L'Île-Perrot (Québec) J7V 3G1  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 453-1751  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-2432  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel tresoriere@ile-perrot.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Danielle Rioux

Téléphone (514) 453-1751  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-2432  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel drioux@ile-perrot.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés (CPA)

Adresse 476, avenue Saint-Charles, bureau 102  
(no) (rue)  
Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 2N6  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier CPA auditrice, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Danielle Rioux , atteste que le rapport financier consolidé de L'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-05-09 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par L'Île-Perrot .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que L'Île-Perrot consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que L'Île-Perrot détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de (192 743) \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,1430 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-05-02 13:04:09

Date de transmission au Ministère : 2017/05/10